

Orange bleue le fruit d'une crise

Coalition, dis-moi ton nom, je te dirai qui tu es.
Les étiquettes collées au nouveau gouvernement en
disent long. - Texte: Catherine Ernens -

Comment te nommes-tu nouveau gouvernement, sorti des limbes d'une crise violente? La qualification "kamikaze" aura collé durant quatre ans au gouvernement Michel comme un sparadrap à la semelle d'une chaussure. Il a fallu toute une opération de marketing politique pour imposer le terme de "coalition suédoise", en référence aux couleurs jaune et bleu de la Suède et d'Ikea. L'opposition socialiste s'est cependant obstinée à parler de gouvernement MR-N-VA pour mettre en avant cette alliance entre le seul parti francophone libéral et le parti nationaliste de Bart De Wever.

Alors, comment dire cette fois? "Il partira comme Premier ministre d'une coalition suédoise et atterrira comme Premier ministre d'une coalition Marrakech". Voilà la sentence proférée par Bart De Wever. Un baptême aux relents nauséabonds, abondamment repris en Flandre mais aussi le PP. Le Premier ministre s'est empressé dans les heures qui ont suivi de parler d'"orange bleue", en référence aux deux couleurs qui composent désormais sa majorité. Ceci fait directement écho à

la majorité avortée, tuée dans l'œuf, des négociations en 2007 sous les refus répétés de Joëlle Milquet devenue alors "Madame non". La N-VA était alors un petit parti en cartel avec le CD&V.

Mais l'orange est cette fois très incomplète puisqu'elle ne compte que les seuls chrétiens démocrates flamands. Aussitôt dit, aussitôt moqué: certains ont commencé à parler d'orangette ou même de mandarine. On a d'ailleurs parlé tout aussi vite de "gouvernement minoritaire", une manière totalement factuelle de dire les choses, qui n'est pas non plus très flatteuse. Michel ne rassemble plus au Parlement que les sièges du MR, de l'Open VLD et du CD&V, soit 52 sur 150. Charles Michel a rhabillé l'ensemble du qualificatif de gouvernement responsable. Il a aussi placé en quelque sorte sa majorité en réponse aux gilets jaunes et aux "gilets verts" en lui donnant un programme en trois axes: le pouvoir d'achat, le climat et la sécurité.

Et si on disait tout simplement le gouvernement "Michel II"? Les experts ont aussitôt réagi pour faire savoir qu'il n'en était pas question. Pour changer de numéro, il faut passer par un vote de confiance au Parlement. Or, Charles Michel a écarté cette possibilité. On a appris en passant que le vote de confiance au gouvernement, une habitude solidement ancrée dans la vie politique fédérale, n'était pas une obligation imposée par la Constitution. On en revient à l'orange bleue ou à Michel bis, dans une version surréaliste où la N-VA, depuis les bancs de l'opposition, devrait apporter son soutien lors des votes au Parlement.

Cette nouvelle majorité extra small, ce demi-gouvernement, est à présent au pied du mur et du Parlement. Elle pourra faire passer des arrêtés royaux en s'appuyant sur ses seules forces. Mais pour les grands projets, comme le budget, elle devra trouver des partenaires au Parlement. Opération kamikaze? ✖

La malédiction de Marrakech

La manière dont on nomme un gouvernement est une opération de marketing politique essentielle. C'est ce nom qui vient frapper les électeurs. Lorsqu'il a présenté son nouveau gouvernement, Charles Michel a soigneusement évité d'encre prononcer le mot Marrakech, pour repousser sans doute une forme de malédiction. Il a préféré parler d'une "conférence internationale" pour désigner le sommet où il est allé porter la voix de la Belgique par rapport au "pacte mondial pour les migrations".

L'éléphant au Parlement

À ce stade, les élections restent fixées au 26 mai prochain, en même temps que les régionales et les européennes. L'édifice gouvernemental est cependant en porcelaine. Un éléphant au Parlement, sous forme de vote de défiance, pourrait tout renverser. Mais une forme d'entente entre MR et N-VA pour faire tenir la petite majorité devrait éviter un tel scénario. D'ailleurs, le Premier ministre a pris des gants pour traiter les nationalistes sortants: "Dans ce moment où un chapitre se clôt et où un autre s'ouvre, je remercie les ministres N-VA et leurs équipes", a-t-il dit. Enfin, une chute de gouvernement supposerait que PS et N-VA se mettent d'accord sur une telle démarche. C'est très improbable.

La nouvelle équipée

Le roi a acté la démission des nationalistes Jan Jambon, Johan Van Overtveldt, Sander Loones, Theo Francken et Zuhair Demir. Deux nouveaux ministres ont été nommés: Pieter De Crem à l'Intérieur et Philippe De Backer à la Lutte contre la fraude sociale, entre autres. Les autres compétences ont été distribuées aux ministres restants. Didier Reynders reprend la Défense en plus des Affaires étrangères. Alexander De Croo reprend les Finances. Maggie De Block retrouve les compétences migratoires: elle a dit constater d'emblée que le département dirigé jusque-là par Theo Francken était en plein chaos.

L'ANECDOTE

L'ex-secrétaire d'État à la Migration N-VA, Theo Francken, a annoncé qu'il lancerait une guerre totale contre le nouveau gouvernement.

CASSE-TÊTE ANVERSOIS

Il y a de quoi jeter une pierre dans le jardin des nationalistes flamands. Après tout, ne répètent-ils pas à l'envi qu'il est impossible de se mettre d'accord avec les francophones? Or deux mois après le scrutin communal du 14 octobre, les Anversois attendent toujours la fumée blanche annonçant leur nouvelle majorité. Avec 35,3 % des votes, Bart De Wever a certes réitéré son score de 2012. Mais ses anciens partenaires, l'Open VLD et le CD&V, ont perdu trop de plumes. Reconduite, la majorité sortante n'aurait qu'un siège d'avance. Trop peu. Reste donc au président de la N-VA à se mettre à table avec Groen et le s.p.a. Un cauchemar pour lui qui préfère la gauche comme punching-ball. Les écologistes ont d'ores et déjà dit non. Les socialistes comptent bien pour leur part vendre chèrement leur peau. - J.T.

BOUTONNEUSE N-VA

Une crise d'adolescence à 17 ans n'a rien d'anormal. Tel est justement l'âge de la N-VA. En 2001, l'objectif numéro un des fondateurs, Geert Bourgeois et Bart De Wever, est clair: l'indépendance du nord du pays. Leurs divergences de vue actuelles résument le malaise. En interne, le premier n'a pas caché sa consternation vis-à-vis de la campagne-choc du parti sur le Pacte migratoire. La N-VA est-elle désormais un parti d'extrême droite? Certains cadres semblent perdus. La querelle fratricide entre tenants et opposants à la ligne Theo Francken n'est pas neuve. Mais le scrutin local l'exacerbe. Car c'est une première dans son histoire, le parti a perdu des voix. - J.T.

Le Pacte migratoire

Quelle est la nature de ce texte, défendu par Charles Michel à Marrakech, qui a déchaîné les passions alors qu'il ne contraint personne? - Texte: Jean-Laurent Van Lint

1 L'origine

En 2016, la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants est adoptée à l'unanimité des 191 pays membres de l'ONU.

2 L'esprit

La Déclaration prévoit un "Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières". C'est une première historique: les pays de départ, de transit et de destination des personnes migrantes vont se concerter.

3 Les objectifs

Sur les 23 objectifs majeurs déterminés par le Pacte, les principaux concernent la façon de limiter les tragédies humaines de ces dernières années.

4 Les désistements

Un tiers des 191 pays se sont désistés. Notamment des pays gouvernés très à droite, comme l'Autriche, la Pologne ou la Hongrie. Les États-Unis de Donald Trump n'ont même pas participé à la négociation du texte.

5 Les polémiques

Pour ces pays, certaines dispositions du Pacte sont inaudibles. Elles parlent de la migration comme d'un "enrichissement pour nos sociétés". Il est aussi question de campagnes de sensibilisation contre la xénophobie ou d'adaptation aux spécificités culturelles des migrants.

6 Les bizarreries

Le texte encourage à "éduquer" les journalistes ou à organiser des "festivals culinaires célébrant le multiculturalisme"...

7 Les critiques à gauche

D'autres critiquent le fait que le texte ne mentionne pas la responsabilité des États d'origine, qui devraient améliorer les conditions de vie afin de dissuader les départs ou prendre mieux en compte le problème de la surpopulation.

8 Les fake news

Les partis européens le plus à droite ont martelé que le Pacte allait créer un appel d'air et favoriser la migration. C'est faux. La plupart des législations européennes sont déjà plus "généreuses" que ce qu'offre le Pacte, qui garantit en outre la souveraineté nationale.

9 L'angle mort

Les formations extrémistes agitent le fantasme du Grand Remplacement des Européens par une population étrangère. C'est oublier qu'il y a rarement eu aussi peu de migrants sur le Vieux Continent. La plupart des migrations aujourd'hui concernent l'Afrique et la péninsule arabique.

10 En sortir

Le Pacte ne lie pas ses signataires comme le ferait un traité de droit international. Il est moins contraignant que l'accord de Paris sur le climat, pourtant vague quant aux obligations des parties. En revanche, il pourra être cité en renfort d'autres législations nationale ou internationale, par exemple en justice.

La vie formidable de Jean-Luc Cambier L'impact de la migration

Les migrants rendent fou. Pire, ils empoisonnent la démocratie, les citoyens, les partis.

Chacun jugera s'il faut regretter le gouvernement Michel. range auprès de pays dont on Discutons plutôt de la dérai- n'envie pas le modèle démocratique son de l'affaire. Dans un précédent (les USA de Trump, la Hongrie, édito, nous avions démontré que la l'Autriche...). En forgeant des fake migration était contenue et que news, elle a annoncé que sa campa- même sa disparition totale ne gne serait cyniquement populiste, pourrait changer le montant des basée sur la peur et la haine, car ce pensions ou des allocations. Les tort fait à la vérité lui apporte beau- migrants ne sont pas un problème coup de crédit auprès de certains réel, juste une menace fantasmée électeurs. On devrait oser écrire une au pouvoir de persuasion XXL majorité d'électeurs. Récemment, pour ne pas dire universel. C'est sur une enquête d'Amnesty Internatio- cette séduction vénéneuse que la nal montrait que moins de un Belge N-VA a lancé sa campagne un mois sur cinq était solidaire des migrants. et demi avant la date officielle. En France, des gilets jaunes ont Sortir du gouvernement était son dénoncé des illégaux à la police. Il y droit, mais cette championne d'un a dix jours dans le *À votre avis* de libéralisme décomplexé l'a fait sur Sacha Daout, certains jalousaient un argument et avec des moyens l'attention qu'on portait aux empruntés à la droite extrême. On migrants. Quand un syndicaliste avait connu les dérapages de Theo remonté et par ailleurs fréquentable Francken, mais rien de comparable relaie sur Facebook des messages à cette campagne censée expliquer venus du Vlaams Belang, il y a de le Pacte sur les migrations. Rien quoi s'interroger. Quand des gens non plus ne correspondait à son en difficulté se défoulaient sur encore contenu réel dans ces messages plus démunis, il y a urgence. Passé pour les réseaux sociaux. un certain point de colère, de senti- ment d'inutilité et de peur de

En refusant le Pacte, la N-VA, l'avenir, la démocratie solidaire ne qu'on le veuille ou non premier semble plus pouvoir exister.

Kamikaze, suédoise et jusqu'à Marrakech

Lorsqu'il a décollé, on prédisait à l'avion gouvernemental Michel un avenir très court. Il s'est finalement écrasé à Marrakech après plus de 4 ans de vol et de nombreux trous d'air. - Texte: Gauthier De Bock -

Banzai!

Avec 20 sièges sur 150 au Parlement fédéral, soit même pas un tiers des députés fédéraux francophones (62), le MR de Charles Michel, pour beaucoup d'observateurs, ne pourra faire voler l'équipage gouvernemental dans le ciel belge que très peu de temps. À la manière des kamikazes japonais de la Seconde Guerre mondiale.

Une surprise suédoise

C'est le 3 octobre 2014 qu'à la surprise presque générale, Charles Michel annonce la formation d'un gouvernement avec le MR, le CD&V, l'Open VLD et la... N-VA, parti avec lequel il avait pourtant juré de ne jamais s'allier. Le bleu "libéral", le jaune "nationaliste flamand" et la croix des sociaux-chrétiens flamands sont retenus pour qualifier la coalition d'après le drapeau du Royaume de Suède.

Turbulences immédiates

Après seulement deux semaines de gouvernement Michel, des photos de Theo Francken - alors secrétaire d'État à la Migration, presque inconnu du grand public - apparaissent sur le site d'une section locale de la N-VA. On l'y voit célébrant les 90 ans de Bob Maes qui collabora avec les nazis...

Francken, preneur d'otages en chef

En instrumentalisant la crise migratoire, Theo Francken radicalise la position identitaire flamande. Parce qu'il impose la répartition des demandeurs d'asile sans se concerter avec le sud du pays, Rudy Demotte le qualifie de "primate d'extrême droite".

L'Énergie, un réservoir d'ennuis

Le gouvernement Michel n'est pas chahuté que par la seule N-VA et son président, Bart De Wever. La gestion du ministère de l'Énergie, d'abord par Jacqueline Galant puis Marie-Christine Marghem, inquiète jusque chez nos voisins français, luxembourgeois ou encore allemands...

Une crème catalane aigre

Carles Puigdemont, président catalan ayant organisé un référendum illégal sur l'indépendance de sa région, en fuite en Belgique et protégé par les ministres N-VA, donnera à Charles Michel l'occasion d'illustrer la souplesse de ses contorsions sur la scène internationale...

"Schild & Vrienden", encore le grand écart

Un documentaire montrant la réalité violente, raciste et sexiste du mouvement identitaire flamand, proche de la N-VA, donnera à nouveau au Premier ministre l'occasion de montrer ses talents de gymnaste. Il condamne "fermement" d'un côté tout en faisant l'impasse sur tout un autre...

Marrakech: crash ou atterrissage?

Les grèves organisées par la FGTB, les scandales à répétition dans la sphère socialiste, des "succès" relatifs en termes d'emploi n'ont pas réussi à bétonner le succès du MR aux dernières communales. Le "divorce" actuel entre la N-VA et le MR sur le Pacte migratoire dit "de Marrakech" pourrait permettre à chacun des partis de se refaire une santé aux yeux de ses électeurs...

Les jobs de Michel

Le gouvernement a encore beaucoup de jobs, jobs, jobs à réaliser. On vous pointe les principaux dossiers. - Texte: Catherine Ernens -

Budget

Le budget 2019 est la première clé. Il doit être adopté dans les deux semaines. Tout est prêt, mais il doit passer la rampe du Parlement, avec un probable soutien de la N-VA.

Brexit

12 milliards d'euros sont en jeu. Le Brexit expose les entreprises belges à de sérieux risques et il va falloir gérer au mieux cette situation.

Pénurie

Dans le jobs deal, on trouve l'activation des métiers en pénurie - 150.000 postes sont à pourvoir. La dégressivité des allocations de chômage est aussi en rade: la N-VA en veut une version dure.



Mobilité

Une mesure doit restreindre l'usage de la voiture de société et inciter les travailleurs à prendre les transports en commun. Les écolos trouvent cette mesure trop faible.

Électrique

Le risque de délestage en janvier et février est pendant. Les industriels réclament que leur facture d'électricité converge vers celle des pays voisins.

Postes-clés

Un pacte national pour les investissements stratégiques doit soutenir des postes-clés en termes de mobilité, de numérique ou de cybersécurité.

Le point final

Il reste du pain sur la planche au gouvernement pour présenter un bilan cohérent et un rien achevé. La crise tombe très mal. Le patronat en particulier s'en est effrayé. Le Premier ministre a pointé trois priorités auxquelles il compte s'attacher: sécurité, climat, pouvoir d'achat. Mais ses moyens d'agir

sont désormais conditionnés au bon vouloir du Parlement. La N-VA ne risque pas de décoincer les dossiers sur lesquels elle calait déjà. Les écolos et les socialistes ne veulent pas voler au secours de cette "majorité en perdition". Dans la réforme des pensions, tout accord sur les départs anticipés pour

les métiers pénibles semble perdu d'avance. L'achat d'avions militaires F-35 a été décidé mais pas encore négocié. L'accord interprofessionnel nécessite le soutien du gouvernement pour sa mise en œuvre. Sans oublier les patrons qui rêvent d'une réforme des salaires basée sur l'ancienneté...